

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les lois de finances et de financement de la Sécurité sociale adoptées sous l'actuel quinquennat ont organisé l'asphyxie et l'étranglement budgétaires de toutes les dimensions de l'action publique, celles de l'Etat, des collectivités territoriales, des hôpitaux, des établissements de l'action sociale, et plus largement encore de la Sécurité sociale.

La généralisation et l'aggravation des politiques d'austérité, au titre notamment du pacte de responsabilité, produisent des conséquences désastreuses :

- ✓ **L'abandon, l'externalisation et la privatisation de missions publiques** au détriment de l'effectivité et de la qualité du service public rendu aux salarié-e-s, aux privés d'emploi, à la jeunesse, aux retraité-e-s.
- ✓ **La négation** des principes d'égalité, d'accessibilité et de continuité du service public.
- ✓ **La destruction des services** de pleine compétence et de proximité implantés sur l'ensemble du territoire national, y compris en Outre-Mer, avec des milliers de fermetures, de fusions et de regroupements.
- ✓ **Une politique de l'emploi inacceptable** qui se caractérise par la poursuite des plans pluriannuels de suppressions d'emplois, une précarité et une flexibilité toujours plus grande, des attaques sans précédent contre les droits et les garanties collectives des personnels à l'image des attaques portées contre le Code du travail, le respect de la hiérarchie des normes, le Statut général et les statuts particuliers des fonctionnaires.
- ✓ Le refus persistant, alors que **les conditions de vie au et hors travail des personnels ne cessent de se dégrader**, de procéder à une revalorisation significative des rémunérations versées.

Après cinq années d'une politique régressive, certain-ne-s candidat-e-s à l'élection présidentielle nous promettent que le pire est à venir.

Pour la CGT, la défense des intérêts des agent-es, des salarié-e-s et plus largement de la population revêt un caractère primordial et cela même à la veille d'échéances électorales cruciales pour l'avenir de notre pays.

C'est pourquoi, sans attendre, **la CGT appelle les personnels, dans l'unité la plus large, à se mobiliser, le mardi 7 mars 2017**, par la grève et dans les rassemblements et les manifestations qui seront organisées sur l'ensemble du territoire.

Une mobilisation pour faire des services publics des outils au service de la satisfaction des droits et des besoins fondamentaux, du plein emploi, d'une protection sociale de qualité pour toutes et tous, d'une nouvelle logique de développement organisant, y compris, la nécessaire transition écologique !

Une mobilisation pour obtenir des mesures générales et immédiates de revalorisation des rémunérations, l'abrogation des réformes néfastes pour l'action publique et de tous les dispositifs de « salaire au mérite », les créations d'emplois partout où c'est nécessaire, la résorption de toutes les formes de précarité du travail, la réduction du temps de travail à 32 heures, le renforcement des droits et des garanties collectives !

La CGT appelle les salariés du secteur public et du privé, les retraités, les privés d'emploi à se mobiliser demain 07 Mars 2017 et participer à la manifestation à partir de 10h00 place Garibaldi à Nice.